

de Colombo pour la coopération technique dans le Sud et le Sud-Est de l'Asie. Ce programme a pour objet de compléter celui des Nations Unies et de fournir une aide immédiate à une région où les besoins sont très pressants. Les pays qui ont participé à la préparation du Rapport de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie se sont rendu compte qu'il est indispensable de mettre sur pied un programme visant à fournir à ces pays des conseils et de l'assistance techniques, tant par la formation d'experts sur place que par l'envoi d'experts des pays plus avancés, si l'on veut tirer le meilleur parti possible de toute aide financière d'envergure qui pourrait leur être accordée.

Au cours des six derniers mois, la mise en oeuvre de ces programmes ambitieux a été commencée. La constitution du Conseil, qui est composé de représentants de tous les pays participants et a pour fonction de diriger l'application du programme d'assistance technique au Sud et au Sud-Est de l'Asie, a été approuvée. Les premières réunions ont eu lieu en décembre; elles avaient pour objet d'examiner les demandes précises d'assistance technique reçues des pays de cette région. Le programme sera mis en oeuvre directement par un bureau établi à Colombo.* Le Gouvernement canadien a approuvé la constitution du Conseil le 10 novembre 1950 et a désigné M. Paul Sykes, commissaire de commerce du Canada à Colombo, comme représentant du Canada au sein de cet organisme.

Co-ordination de l'activité

Le Programme élargi des Nations Unies a permis de réaliser des progrès notables dans la coordination de l'activité en matière d'assistance technique des institutions spécialisées et des autres organismes participants. L'Organisation des Nations Unies, dont relèvent en propre les aspects plus généraux du Programme, a créé une Administration d'assistance technique destinée à fournir de l'assistance technique sous forme de relevés techniques généraux, de consultations techniques, de services de recherches et d'administration, et de bourses d'études en administration publique et en sciences économiques et sociales. En septembre, M. H. L. Keenleyside, ancien sous-ministre canadien des Ressources et du Développement économique qui avait dirigé au début de l'année une mission d'assistance technique des Nations Unies en Bolivie, a été nommé directeur général de cette Administration.

Le Gouvernement canadien a reconnu la nécessité de coordonner autant que possible l'activité de ces programmes d'assistance technique, tant sur le plan administratif que dans leur mise en oeuvre même. Il a également reconnu qu'il était préférable de coordonner la participation du Canada à ces programmes afin de la rendre aussi fructueuse que possible.

On a donc créé un Service de l'assistance technique, chargé de coordonner la participation du Canada avec les initiatives d'assistance technique soit des Nations Unies ou des institutions spécialisées, soit du Bureau du Plan coopératif d'assistance technique au Sud et au Sud-Est de l'Asie, ou encore avec celles auxquelles donneraient lieu les demandes directes de gouvernements étrangers. Le Service de l'assistance technique, qui relève du ministère du Commerce, a commencé son activité avec l'année nouvelle. Le Directeur qui fait rapport à un comité interministériel composé de représentants des ministères intéressés, dont le président est un haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures, est chargé de recruter des experts canadiens et des conseillers du service civil, de l'industrie et des universités; il est

* Entre le moment où le plan a été approuvé en principe, par l'annonce de contributions financières de la part des pays participants, et celui où le Conseil a été établi, une enquête préliminaire a été entreprise sur les ressources dont on disposait et les besoins qu'il s'agissait de satisfaire, la liaison fut établie avec les fonctionnaires du Programme d'assistance technique des Nations Unies, et certains détails de la constitution du Conseil et du Bureau furent mis au point par un comité permanent du Conseil consultatif du Commonwealth qui s'est réuni à Colombo.